

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

	Date	Heure	Numéro	Département(s)
À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	31.08.2015	16:43	15.164	DJSC
	Annule et remplace			

**Auteur(s):** Groupe socialiste

**Titre:** Pour-cent culturel rogné

**Contenu:**

Il y a un peu plus d'une année, un long débat s'était tenu au Grand Conseil à propos de l'arrêté concernant l'intervention artistique pour les bâtiments édifiés ou rénovés par l'Etat. Fallait-il diminuer ou non le montant destiné à la culture? Après des échanges plutôt vifs, le Grand Conseil s'était prononcé contre la réduction, partant du principe que la culture est essentielle au développement d'une société plurielle.

Quelle déception pour le groupe socialiste de constater que l'exécutif cantonal, à la veille des vacances d'été, a décidé de revenir sur ce sujet, en révisant à la baisse l'arrêté cantonal sur le pour-cent culturel!

Le groupe socialiste pose donc les questions suivantes au Conseil d'Etat:

- Pourquoi cette décision n'a-t-elle pas été annoncée dans une commission du Grand Conseil?
- Pourquoi les milieux concernés n'ont-ils pas été approchés?
- Ces dix dernières années, combien de projets ont reçu plus du minimum prévu, soit plus du 1% du coût du gros œuvre, à l'intervention artistique?
- Quels sont les montants consacrés à la décoration des bâtiments étatiques depuis le début de la législature et quel pourcentage cela représente-t-il dans le budget de l'Etat?
- Pourquoi le Conseil d'Etat ne s'appuie-t-il pas davantage sur la culture en tant que levier de développement?

**Développement:**

Le groupe socialiste juge toutefois cette manière de faire inacceptable, sur le fond et la forme. Ne pas tenir compte des décisions du pouvoir législatif questionne. Quand bien même le Conseil d'Etat est compétent en la matière, revenir sur une décision du parlement, un peu plus d'une année à peine, relève, à nos yeux, d'une vision bien curieuse des institutions démocratiques.

Les raisons invoquées par le Conseil d'Etat pour diminuer le pour-cent culturel s'appuient sur la majoration des coûts, majoration due notamment aux normes Minergie. Pour le groupe socialiste, jouer l'écologie contre la culture, deux piliers essentiels de notre société, n'a aucun sens. La culture constitue un investissement à long terme et profite à l'ensemble de la population!

L'urgence est demandée:

oui

non

Auteur ou premier signataire	Autres signataires (suite)
Corine Bolay Mercier	
<b>Autres signataires (nom, prénom)</b>	
Martine Docourt Ducommun	
Annie Clerc Birambeau	
Baptiste Hurni	
Laurent Duding	
Christian Mermet	

Champs encadrés en rouge = champs à remplir obligatoirement

**ENVOYER**